

"Certains ont fait des déchets un problème politique"

On pouvait s'y attendre. L'opposition municipale de Prunelli, citée par le maire de la commune au cours d'un entretien publié dans nos colonnes vendredi dernier, n'a pas tardé à réagir. Par la voix de son chef de file, André Rocchi, elle entend préciser son positionnement sur la question des déchets. Et se veut force de proposition en évoquant des solutions pour sortir définitivement de cette crise.

Le maire vous reproche de "soutenir l'Exécutif territorial contre l'intérêt de la population". Vous êtes notamment présent à la réunion organisée par les nationalistes lundi dernier à Migiacciaru.

La proposition d'organiser cette réunion publique était intéressante. Elle a en tout cas permis à chacun, en toute clarté, de formuler ses arguments. Outre les représentants de l'Exécutif, étaient présents des maires - ceux de Chisonaccia et Isulacciu - et des élus de Serra, Pietrosu et Poghju-di-Nazza, qui n'ont pas manqué de s'exprimer. Les débats ont été riches de propositions et d'échanges, ils se situaient sur la place publique de Prunelli mais son premier magistrat, lui, s'est dérobé.

Il s'en est expliqué, disant qu'il refusait que ce débat soit porté sur le terrain politique.

Il s'agit pourtant d'un sujet éminemment politique, ne serait-ce qu'en raison du profil des acteurs impliqués : intercommunalités, Collectivité de Corse, Syvadec, services de l'État. Le traitement des ordures ménagères nous concerne tous. C'est pourquoi, en qualité d'élus et de citoyens responsables, notre groupe d'opposition a travaillé et s'est impliqué dans le comité de suivi du site de la Stoc et dans le collectif contre le tout enfouissement pour faire des propositions concrètes. Les complices actifs du tout enfouissement sur notre commune utilisent désormais leurs désastreux méfaits comme un instrument de clivage de la population. Hélas, d'un problème politique on a fait un problème politique.

Oui, mais vous, on ne vous a pas entendu

"Il existe un mensonge de santé quant à l'exposition aux risques"

"Il y a des problèmes sanitaires. Et un véritable mensonge de santé sur l'exposition aux risques. Par principe de précaution, nous avons été les premiers à préconiser que les pompages d'eau se fassent en amont de la décharge et pas en aval. Nous dénonçons aussi, de façon récurrente, la pollution scandaleuse du Fium'Orbu par des rejets légaux. Nous regrettons que dans certaines communes des réseaux d'eau potable soient régulièrement contaminés. Nombre de villages n'étant pas équipés de stations d'épuration, les eaux usées aboutissent souvent à des zones de baignade en rivière. Depuis plusieurs années, nous menons, en totale indépendance du fait de nos horizons politiques divers, des réflexions sur l'épanouissement de notre commune, qui pourra jaillir sur l'ensemble de la Corse. La contribution que nous tentons d'apporter, à notre modeste niveau, est hélas sous la chape municipale, maintenue par le maire qui utilise, dans sa communication, le *moi* ou le *je* plutôt que le *nous*."



Chef de file des élus d'opposition de Prunelli, André Rocchi s'explique sur le positionnement de son groupe dans la crise actuelle des déchets. / PHOTO S. GAMANT

sur cette question, alors que vous aviez soutenu, en avril dernier, l'action du collectif pour éviter une nouvelle réquisition. Pas très logique, non ?

On ne nous a pas entendus parce qu'aucune des assemblées dans lesquelles nous exerçons un mandat n'a suscité un débat en séance plénière, bien que nous ayons reçu la confiance d'une grande partie de la population de Prunelli pour la représenter. Les échanges ont été menés en petit comité et en toute opacité, en fonction des desiderata de chacun des élus. Leur décision de bloquer le site pose un problème de temporalité. En avril dernier, sentant arriver la crise, nous nous sommes mobilisés préventivement afin d'éviter les chantages actuels au détriment des populations, de la santé publique et de l'environnement. À l'époque, par manque d'anticipation, l'attitude irresponsable du maire a été de signifier qu'il était trop tôt pour agir ainsi. Rares sont les élus qui à l'époque, sont venus échanger avec nous pour exprimer leurs craintes par rapport aux désordres à venir. Aujourd'hui, nous

voilà face à des populations prises en otage et à un problème que nous avons tout fait pour éviter.

Lors de la crise de 2015, la situation était sensiblement la même et vous étiez aux côtés de ceux qui bloquaient. Qu'est ce qui vous a fait changer d'avis depuis ?

Beaucoup de choses ont changé puisque nous avons face à nous des interlocuteurs qui cherchent vraiment des solutions et qui en débattent. Le plan de la CdC s'orientera autour du tri et du surtri. Cela nous convient. Nous devons être pragmatiques et mettre en place des moyens et des mesures incitatives pour rendre le tri plus efficace. On peut évoquer la taxation supplémentaire pour les intercommunalités dont l'efficacité en la matière est très éloignée de la nôtre. Une taxation qui se ferait en fonction de l'écart constaté en termes de kilos par habitant et par an. Le tri ne suffisant pas à tout traiter, il existe des solutions complémentaires.

Des exemples ?

Dans le cadre de l'économie circulaire, la pyro-gazéification permettrait de transformer des déchets ultimes en gaz de synthèse et de produire de l'électricité. Cela représenterait sur notre commune un investissement de 60 millions d'euros et une soixantaine d'emplois. L'alternative à cela pourrait être un stockage sélectif avant réemploi par des sociétés spécialisées.

L'erreur est de considérer comme seule réponse à cette crise l'enfouissement. C'est un mot que, nous, nous avons déjà banni de notre vocabulaire. Le maire a fait le choix du tout enfouissement depuis des années et n'a émis à ce jour aucune proposition. Ses gestulations actuelles sont celles d'un pyromane qui crie au feu.

**PROPOS RECUEILLIS
PAR ISABELLE VOLPAJOLA**